



TOUTES ET TOUS SOLIDAIRES POUR L'ÉCOLE !

fédération
des services
publics



Crise du COVID : communiqué commun **CGT Éduc'Action 06 et CGT Services publics territoriaux 06**

Dans les écoles, dans une même salle de classe, enseignant·es et agent·es territoriaux (ATSEM, adjoints techniques ou animateurs) travaillent ensemble au quotidien dans l'intérêt des enfants. Ces catégories sont différentes et complémentaires, et participent ensemble au bon fonctionnement de l'école.

Ils partagent aussi les mêmes difficultés : manque de reconnaissance, méconnaissance des missions de chacun, effectifs trop importants dans les classes, non remplacement des personnels absents, problèmes relationnels, souffrance au travail, manque de temps pour échanger et se concerter ...

Depuis le début de la crise du COVID, les tensions entre personnels s'exacerbent. Non seulement parce que le gouvernement profite du contexte sanitaire, générant angoisse et stress parmi les personnels, mais aussi parce que les différentes administrations dont nous dépendons, le plus souvent, ne jouent pas le jeu de la clarté et, comme l'a décidé et organisé le gouvernement, entretiennent un énorme flou et laissent les salarié·e·s se débrouiller entre eux : c'est le règne de « l'autonomie ».

Trop souvent, nos camarades agent·es territoriaux ou enseignant·es doivent s'organiser seul·es, face au manque de consignes claires et explicites sur les missions de chacun·e dans ce contexte de crise. Les un·es peuvent attendre des autres des missions et des actes qui relèveraient d'un contexte normal de travail, mais dans ce contexte de crise, les missions de chacun·e ont évolué et plus personne n'est assujéti aux mêmes prérogatives de travail.

S'en suivent des situations souvent ubuesques, qui peuvent être à l'origine de l'exacerbation de tensions, entre les personnels territoriaux et ceux de l'Éducation Nationale.

Nos organisations syndicales ont donc souhaité s'exprimer ensemble, pour rappeler à nos camarades d'abord, mais aussi à l'ensemble de nos collègues, que les agent·es territoriaux et les enseignant·es sont toutes et tous membres de la communauté éducative, et qu'ils·elles œuvrent toutes et tous pour le bien-être des enfants dans l'ensemble des structures éducatives du département. Nous avons, les uns et les autres, fait le choix du syndicalisme confédéré, pour dépasser les corporatismes et construire la solidarité de tous les salarié·es.

En conséquence, nous réaffirmons, à la fois à nos collègues territoriaux et à ceux de l'Éducation Nationale, qu'il s'agit aujourd'hui de se serrer les coudes, de se soutenir, d'échanger et de se rappeler que nous sommes toutes et tous dans le même bateau. C'est d'autant plus nécessaire en cette période, dont certains sont tentés de se servir de laboratoire, pour accélérer encore plus la destruction du Service Public auquel nous sommes tous et toutes attaché·es.

En témoigne la tentative du Ministre Blanquer de généraliser la prise en charge des enfants, par des agents territoriaux, pendant les périodes scolaires où ils ne peuvent être accueillis dans les classes. Ce dispositif, intitulé « 2S2C », consiste en fait en un gigantesque transfert de charges de l'État vers les collectivités locales, dans un grand flou sur les modalités et le financement. Il semble, de plus, que le Ministre envisagerait de pérenniser le dispositif après la rentrée de septembre.

C'est en luttant ensemble que nous arriverons à construire une école dans laquelle tous les personnels auront de bonnes conditions de travail, pour transformer le système éducatif, dans l'intérêt des enfants, des usagers et des personnels.